

XIV^e Conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant le français en partage

Kinshasa (RDC), les 13 et 14 octobre 2012



Allocution de Son Excellence Madame Irina Bokova Directrice générale de l'Unesco à la cérémonie solennelle d'ouverture du Sommet de Kinshasa

Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire général,
Mesdames, messieurs, chers amis,

Mes premiers mots sont pour remercier, Monsieur le Président Kabila et le peuple congolais pour leur accueil si chaleureux.

C'est un plaisir de participer à ce XIV^e Sommet de la Francophonie, au nom du secrétaire général des Nations unies, avec Monsieur Hervé Ladsous, secrétaire général adjoint des Nations unies pour les opérations de maintien de la paix.

L'Unesco et l'OIF entretiennent une relation très spéciale, privilégiée même, et je voudrais commencer par rendre hommage au Président Abdou Diouf, en saluant son action pour une Francophonie ouverte, dynamique, en première ligne de la promotion de la démocratie, des droits de l'Homme et de la diversité culturelle.

Permettez-moi également de saluer Monsieur Boni Yayi et de le remercier de porter si haut les valeurs de la Francophonie à la présidence de l'Union africaine pour la défense de la paix et la dignité de ce continent.

Ce sommet, mesdames et messieurs, est le premier à être organisé en Afrique centrale et l'Unesco y est sensible : l'Afrique est l'une des priorités de l'Unesco et j'y suis personnellement très attachée.

L'Afrique est comme un miroir du monde : un immense potentiel face à d'immenses défis. L'Afrique est riche : riche de sa jeunesse, de ses ressources, de sa diversité culturelle... aujourd'hui c'est le continent de la croissance ; demain, celui des énergies renouvelables.

Dans le même temps, au Sahel, vingt millions de personnes sont dans une situation critique, affectés par une crise alimentaire, environnementale et humaine. Les conditions climatiques extrêmes s'ajoutent aux tensions politiques. Elles creusent le lit de la violence, de l'extrémisme et se renforcent mutuellement.

Et pourtant, que de choses peuvent changer et si rapidement ! Depuis le dernier Sommet de Montreux, avec quelle énergie les mouvements démocratiques ont-ils traversé ce continent pour résonner dans le monde entier ! Nous pouvons accompagner ces transitions, et nous devons le faire, pour édifier des sociétés plus justes, plus inclusives, plus fortes.

Comment y parvenir ?

Une partie de la réponse tient dans ce qui réunit les membres de cette organisation : une langue en partage et, plus encore, les valeurs que cette langue a portées dans l'Histoire – les valeurs de dignité humaine, de liberté, d'égalité, de solidarité. Ces valeurs doivent nous guider lorsque l'essentiel est en jeu et c'est le cas aujourd'hui.

Une autre partie de la réponse tient dans une solidarité plus forte, plus profonde entre les États. Les conclusions de la Conférence des Nations unies sur le développement durable (Rio+20) nous exhortent à mieux intégrer les trois dimensions du développement durable – économique, sociale et environnementale – et maintenant il faut avancer, construire des partenariats plus solides et nous devons le faire vite.

Ce travail commence par l'éducation. Sans formation de qualité, il n'y a ni croissance ni développement ni paix durable, tant la paix et le développement sont indissociables. Le secrétaire général des Nations unies vient de lancer l'initiative « l'éducation avant tout », pour accélérer le mouvement de « l'éducation pour tous » et nous devons tous y contribuer.

Aujourd'hui, dans le monde, un jeune de 15 à 24 ans sur huit est sans emploi et bien davantage dans certaines régions. Le chômage de masse est la négation du pacte social. Il nourrit les inégalités, il annonce la violence civile. Devant l'ampleur du phénomène, il faut un effort sans précédent pour l'apprentissage professionnel et l'éducation au travail.

C'est l'éducation qui donne les moyens d'exercer un métier, de sortir du chômage, de développer l'économie.

C'est l'éducation qui permet d'encourager la tolérance, de dénoncer les stéréotypes culturels, de fortifier la cohésion sociale.

J'ai vu qu'il y a des solutions. Je l'ai vu à Abidjan – à la Conférence régionale sur la culture de la paix – au Forum économique de Libreville, au tout premier Forum sur la science, la recherche et la technologie en Afrique à Nairobi, organisé par l'Unesco : des milliers de jeunes s'en remettent au dialogue pour résoudre les conflits, même les plus profonds.

Ils appellent à protéger le patrimoine culturel et naturel, qui est aujourd'hui saccagé au Mali, avec la destruction des mausolées de Tombouctou, inscrits au Patrimoine mondial de l'Unesco.

Ils appellent à protéger les écoles – les enfants soldats recrutés par les milices. Ils réclament la liberté d'expression et la liberté de la presse.

Ils appellent à stopper les violences contre les femmes – elles dépensent encore trop d'énergie à faire valoir leurs droits alors que cette énergie pourrait être une force incroyable de développement économique et social.

Ils nous adressent un message clair : le respect des droits de l'Homme est une condition de survie et de développement de toute société.

Ils le disent en français – et cette langue donne à leur espoir un écho planétaire. La langue française est essentielle à la diffusion de ce message et à la construction d'une coopération plus forte pour le mettre en œuvre, pour renforcer notre diversité culturelle, protéger les droits de la personne et la dignité de l'individu.

C'est l'engagement du Secrétaire général, Monsieur Ban Ki-moon, c'est l'engagement de l'Unesco et c'est l'engagement de tout le système des Nations unies.

Je vous remercie.